LA DECLARATION DU DAKAR AGRICOLE

Depuis quelques années la Communauté internationale est interpelée par les grands problèmes de l'agriculture, principale activité nourricière de milliards de personnes dans le monde, qui traverse des crises périodiques, malgré les énormes dépenses consenties par les Etats, les populations et l'aide extérieure.

S'il faut admettre que d'importants progrès ont été faits, que des famines ont été combattues ou évitées, il reste que des millions d'habitants de la planète, particulièrement en Afrique, souffrent encore périodiquement, voire de manière structurelle, de la faim. Les femmes, surtout les enfants, sont frappés par la malnutrition entrainant une forte mortalité infantile.

Cette situation perdure malgré les nombreuses organisations et institutions spécialisées qui sont engagées dans la lutte contre la faim. En effet, les productions agricoles, affectées par la multiplication des aléas climatiques, ne peuvent pas toujours répondre aux attentes, d'autant plus que la spéculation affectant les prix, met les produits alimentaires hors de portée du plus grand nombre.

Le Dakar Agricole, forum international convoqué pour la première fois en 2005 à l'initiative de Maître Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, avait tenu ses assises avec des centaines de participants venus du monde entier, pour se pencher sur le problème de la fracture agricole mondiale. Sortant des sentiers battus ils ont proposé de nouvelles pistes de réflexion.

A l'invitation du Sénégal, la deuxième édition, organisée en partenariat avec le *think tank* Momagri (Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture), vient de se réunir à Dakar.

Il a enregistré la participation de plusieurs Chefs Etats et de Gouvernement, de nombreux ministres et ambassadeurs venant de 40 pays ainsi que des représentants des institutions internationales. Y ont également participé 77 experts scientifiques, chercheurs, représentants de l'administration, de la société civile, des organisations paysannes, des associations de producteurs et de consommateurs.

Les discussions très riches ont été articulées autour de quatre enjeux :

1. La régulation des marchés agricoles : Selon quels nouveaux principes peut-on réguler les prix des principaux produits agricoles de manière à mieux prévenir les crises alimentaires et assurer en permanence aux petits agriculteurs d'Afrique et du reste du monde, un revenu minimum garanti décent ? Plus généralement, comment éviter les crises agricoles à répétition à l'échelle mondiale ?

   Les Etats peuvent, par exemple, être invités à prendre l'engagement d'adopter des politiques de limitation des fluctuations de prix dans des marges convenues.

2. La sécurité alimentaire : Avec quels instruments de pilotage de la coopération internationale, dans le nouveau contexte

mondial, pourra-t-on assurer la sécurité alimentaire et lutter durablement contre la pauvreté ?

3. La gouvernance agricole mondiale : Sur quelles bases renouveler la Gouvernance agricole mondiale et initier la mise en place d'une organisation centrale de coordination opérant selon des principes consensuels, à l'échelle mondiale et régionale, pour faire de l'agriculture, de l'alimentation et de la préservation de l'environnement une priorité majeure ?
4. Une stratégie agricole mondiale : Comment, au-delà de la simple régulation des prix, développer les agricultures des pays en développement, singulièrement d'Afrique, par des investissements ciblés de nature, par exemple, à atténuer progressivement les différentiels de productivité, augmenter parallèlement les quantités et améliorer les qualités ?

Après deux jours de travail dans des ateliers et tables-rondes,

Nous,

Experts du secteur privé et des Etats, en provenance de tous les continents,

Réunis à Dakar, Sénégal, les 18 et 19 avril 2011,

Conscients que la sécurité alimentaire est un enjeu stratégique pour l'avenir de la planète, nous sommes unanimes à considérer que le libre jeu des forces du marché ne peut, seul, assurer un prix rémunérateur aux agriculteurs. Aussi suggérons-nous l'adoption, avant tout, de mesures urgentes de régulation des prix des principaux produits agricoles, ce qui n'est possible que dans le cadre de la création d'une organisation centrale de gouvernance mondiale de l'agriculture qui aura, bien entendu, d'autres missions complémentaires.

Adoptons, en conséquence, la présente Déclaration de Dakar par laquelle nous demandons au G20 agricole qui va se réunir en France en juin, de prendre, au niveau international, les mesures suivantes :

1. Mettre en place une organisation mondiale chargée de la Gouvernance de l'Agriculture, siégeant en Afrique, avec la mission principale de procéder à la régulation des prix des matières premières agricoles.

2. Dynamiser et mieux coordonner le fonctionnement des Organisations Internationales qui est actuellement préoccupant et insuffisant en ce qu'il n'assure plus une coopération nécessaire et adaptée à ces nouveaux enjeux,

3. Améliorer progressivement les systèmes de production agricole dans les pays en développement afin de leur permettre d'accéder à la haute productivité des pays développés en adoptant, avec l'aide de la Communauté internationale, des politiques ayant pour objectif l'élimination progressive des différentiels de productivité ;

4. Soutenir fermement l'agriculture des pays en développement qui ne se transformera pas sans de véritables agriculteurs bien formés à la place du paysan traditionnel. C'est pourquoi nous recommandons une politique ambitieuse de formation pour le passage du stade de paysan à celui d'entreprise agricole, individuelle, familiale ou collective bénéficiant de financements appropriés.

Pour mettre en œuvre toutes ces mesures, nous proposons de créer une Organisation Mondiale de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire qui serait un organe de veille, d'anticipation et de gestion des crises agricoles, directement rattachée au G20 ou à l'ONU, et travaillant en synergie avec les différentes organisations internationales concernées.

Cette nouvelle organisation reposerait sur les principes qui suivent :

- La prise en considération de l'agriculture et de l'alimentation comme des biens publics mondiaux,
- La constitution de stocks régulateurs à l'échelle internationale et sous régionale
- La mise en place d'un comité de suivi et de coopération par produit,
- La création d'un Conseil de Sécurité Alimentaire Mondial, à l'instar du Conseil de Sécurité de l'ONU,
- L'utilisation d'instruments de pilotage et d'aide à la prise de décision adaptés aux spécificités propres au secteur agricole et à sa dimension stratégique,
- Accroître la transparence sur les marchés à terme et les réguler, notamment les marchés de gré à gré sur lesquels s'effectuent la majorité des transactions.

Il convient d'aller au-delà de l'approche conjoncturelle de la régulation des prix et de définir des actions stratégiques durables avec effets directs sur la production des pays en développement: amélioration de la structure des sols, politique de l'eau, accès à des semences sélectionnées et des engrais aux fins de résorption des différentiels de productivité d'un continent à l'autre, par une véritable stratégie d'investissement.

Sur la base de ces analyses et réflexions, le Forum convie le Président de la République du Sénégal, S.E Maître Abdoulaye Wade, à porter cet appel au niveau des instances sous-régionales (CEDEAO), continentale (Union Africaine), et internationale (G8, G20) en vue de leur mise en œuvre effective.

Fait à Dakar, le 19 avril 2011